

Les perspectives financières des régimes du RSI

*Commission des comptes de la sécurité
sociale - septembre 2011*

Le cadre des prévisions pour 2011 et 2012

Ce document présente de façon synthétique les prévisions qui ont été élaborées par le RSI et la Direction de la Sécurité Sociale en vue de la Commission des comptes de la Sécurité Sociale de septembre 2011.

Le Régime Social des Indépendants regroupe l'assurance maladie des travailleurs indépendants (artisans, industriels et commerçants et professions libérales) et les régimes de vieillesse, d'invalidité et de décès des artisans et des commerçants. Au sein de chacune des branches, il existe des régimes de base et des régimes complémentaires dont les modes de financement sont différents.

Cette présentation porte en premier lieu sur les régimes de base dont le financement est très spécifique et qui font largement appel à des ressources externes (Il s'agit là essentiellement de la contribution sociale de solidarité des sociétés ou CSSS) et en second lieu sur les régimes complémentaires d'assurance vieillesse ou d'invalidité et décès. Ceux-ci sont gérés de façon autonome et leur financement est assuré exclusivement par des ressources propres, les cotisations et les produits financiers, gérées dans une perspective de plus long terme.

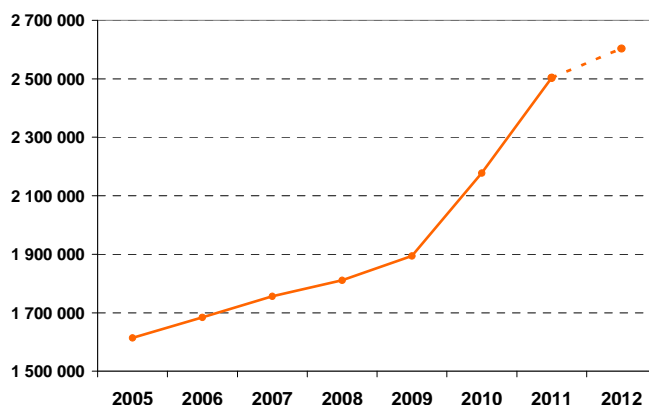
LES REGIMES DE BASE

Les cotisants

La conjoncture des trois dernières années est caractérisée par une progression très rapide des effectifs de cotisants. La croissance des années 2004-2008 (de l'ordre de +3% par an) s'est trouvée brusquement amplifiée, à partir du début de l'année 2009, par la montée en charge de l'auto-entreprise.

Tout au long de l'année 2009 et jusqu'à la mi-2010, les effectifs de cotisants ont été en vive hausse (+15% sur un an à la mi-2010). Même si elle est un peu moins forte depuis la mi-2010, cette croissance reste cependant élevée.

**Evolution des cotisants du RSI
(effectifs mi-année)**



Fin 2011, les flux d'affiliations d'auto-entrepreneurs atteindront, en cumul sur les trois années 2009, 2010 et 2011, le million de personnes.

Fin 2011, malgré le ralentissement des créations d'entreprises observé ces derniers mois, les cessations d'activité et les sorties du dispositif pour dépassement de seuil de chiffre d'affaire, près de 750.000 actifs devraient relever de ce statut.

Hors auto-entrepreneurs, les créations d'entreprises plus classiques viennent à peu près équilibrer les sorties du régime.

Les cotisations

Les cotisations nettes (c'est-à-dire compte tenu des provisions à passer) des régimes de base du RSI seraient en hausse de +7,6% en 2011 et +0,9% en 2012.

La progression extrêmement forte de 2011 résulte d'opérations de masse de régularisations de cotisations initiées fin 2010 et début 2011 et qui se traduisent par un surplus de cotisations de l'ordre de 600 millions, provenant pour l'essentiel d'exercices antérieurs à 2011.

Pour le reste, ces projections reposent sur les hypothèses suivantes :

- Une quasi-stabilité des effectifs de cotisants (hors auto-entrepreneurs), avec un effet d'assiette de cotisations quasi nul en 2011 et 2012
- Une stabilisation du taux de recouvrement en 2011 et une amélioration de ce taux en 2012 en raison du traitement des difficultés du recouvrement liées à la mise en place de l'ISU.

En matière de barème de cotisations, on rappellera ici que les travailleurs indépendants acquittent dans le cas général des cotisations sur leur bénéfice fiscal. Ces cotisations sont assises, quand ce revenu est faible, sur des assiettes minimales.

Pour ce qui concerne les auto-entrepreneurs, leur système de cotisations déroge aux règles habituelles. Elles sont proportionnelles au chiffre d'affaires correspondant à leur activité. La différence avec la cotisation de droit commun était, en 2009, compensée intégralement par une prise en charge de l'Etat. A partir de 2010, cette compensation est restreinte aux auto-entrepreneurs dont les chiffres d'affaires correspondent à des revenus annuels supérieurs à 200 heures de SMIC (soit environ 1800 €).

Seulement un quart des auto-entrepreneurs ont déclaré pour 2010 un chiffre d'affaires correspondant à un revenu au moins égal à ce seuil. La moitié des auto-entrepreneurs n'ont pas déclaré de chiffre d'affaires positif.

Cette modification de la règle de prise en charge par l'Etat de cette exonération conduit à une très forte baisse de cette ressource pour le RSI pour les années 2010 à 2012.

L'ensemble des exonérations de cotisations compensées par l'Etat devrait s'élever à 160 millions en 2011 et à 196 millions en 2012.

Les cotisations des régimes complémentaires d'assurance vieillesse s'inscrivent dans la même tendance. On rappellera qu'ils ont adopté depuis 2010 le même système de régularisation des cotisations provisionnelles (à la fin de l'exercice suivant l'appel de ces cotisations) que les régimes de base.

Par ailleurs, les taux de cotisations du régime complémentaire vieillesse des artisans ont été progressivement modifiés de la façon suivante :

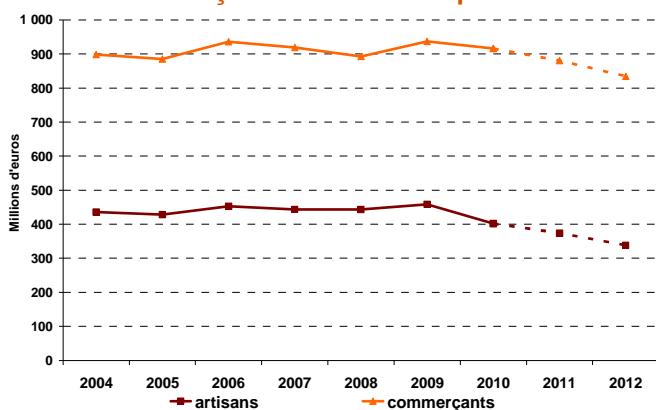
- ✓ création d'une tranche A allant de la minimale (200h de SMIC) au plafond spécifique RCO qui est de 35 138 € en 2011, et d'une tranche B entre ce plafond et l'assiette maximale qui est de 4 PSS (4x 35 352€ en 2011) ;
- ✓ hausse du taux de cotisation : le taux est passé de 7,0% à 7,1% en 2009 et à 7,2% en 2010 pour la tranche A et de 7,5% pour la tranche B en 2009 à 7,6% en 2010.

La compensation démographique

La suppression de la compensation maladie est effective depuis 2011. Cette suppression allège les charges des régimes de base du RSI à hauteur d'environ 1,0 milliard en 2011.

S'agissant de la compensation démographique vieillesse, qui représente quant à elle une ressource supplémentaire pour les régimes de base, l'amélioration tendancielle du rapport démographique du régime (les cotisants progressent plus vite que les prestataires) a pour conséquence une diminution des transferts reçus par les régimes vieillesse de base. Toutes branches du RSI confondues, le total de ces transferts de compensation vieillesse représentait encore pour le RSI une ressource de 1 450 millions d'euros en 2010, mais cette ressource devrait être ramenée à 1 260 millions en 2011, puis 1 170 en 2013.

La compensation démographique vieillesse : Montants reçus au titre de chaque exercice



LES PRESTATIONS DE LA BRANCHE MALADIE

A fin août 2011, la progression des remboursements de soins de ville du RSI s'établit à +4,2% sur les huit premiers mois de l'année. Elle semble légèrement impactée par la croissance démographique du régime (le nombre de bénéficiaires maladie qui est aujourd'hui en légère décélération a malgré tout augmenté de +6,5% sur un an, depuis août 2010). Elle est surtout impactée par les revalorisations tarifaires des consultations intervenues début 2011. Sur l'ensemble de l'année 2011, les prestations de soins de ville en nature (hors IJ) devraient connaître une croissance de +4,1%. La consommation médicale remboursable de ces soins, évolue sur un rythme très légèrement supérieur (+0,1%), mais qui reste en dessous de la croissance de la population protégée. Ainsi, la consommation médicale de soins de ville par personne protégée s'inscrit en baisse cette année encore, mais cette baisse est nettement plus faible que les deux années précédentes.

Les indemnités journalières maladie évolueraient plus faiblement en 2011 (+2,2%) compte tenu d'une modification intervenue en 2011 sur le mode de calcul des ces prestations.

Sur la base des tendances constatées durant les huit premiers mois de l'année 2011, les prévisions qui peuvent être faites aujourd'hui situent, pour l'ensemble de l'année, la progression des dépenses du RSI dans le champ de l'Ondam à +3,8%. Pour 2012, les dépenses évolueraient tendanciellement au rythme de +3,6%. Une fois prises en compte les mesures d'économie inscrites dans le PLFSS pour 2012, ces dépenses devraient progresser d'environ 2,8% en 2012.

LES PRESTATIONS D'ASSURANCE VIEILLESSE

En 2010, les prestations légales vieillesse des régimes de base ont augmenté de +2,5% pour les commerçants et de +3,3% pour les artisans en 2010 contre respectivement +2,5% et +3,7% en 2009. Ces évolutions correspondent aux prévisions faites pour la commission des comptes de la Sécurité Sociale en septembre 2010.

Une des principales mesures de la réforme des retraites de 2010 est le relèvement progressif de l'âge légal de départ en retraite afin d'atteindre 62 ans en 2018. L'âge d'annulation de la décote est parallèlement relevé de deux ans. Toutefois, certaines catégories de population peuvent partir plus tôt, notamment ceux qui bénéficient du dispositif de carrière longue.

2011 est la première année d'entrée en vigueur de la réforme : les assurés nés à compter du 1^{er} juillet 1951 devront décaler de 4 mois leur départ en retraite (hors dispositif de départ anticipé). Ainsi, ils ne pourront pas partir en retraite avant le 1^{er} novembre.

En 2011, les effets de la réforme devraient être limités (réduction de -0,4% des effectifs de retraités de droit direct en moyenne annuelle pour les artisans et les commerçants). En 2015, les effets seraient plus importants pour les artisans (-3,5%) que pour les commerçants (-2,6%).

La mesure devrait réduire le déficit de la branche vieillesse de 30 millions d'euros en 2011 grâce aux économies sur les prestations versées et au supplément de ressources lié au maintien en activité des assurés terminant leur carrière en tant qu'indépendant. Elle réduirait ce déficit de 60 millions environ en 2012.

En 2011, les prestations des régimes vieillesse de base progresseraient de +3,8% pour les artisans et de +3,1% pour les commerçants. En 2012, ces prestations évolueraient de +2,9% pour ce qui concerne les artisans et de +3,4% pour ce qui concerne les commerçants. Hormis les effets de la réforme, la démographie des retraités est le principal moteur de croissance des prestations.

Les régimes de base du RSI : réalisations 2009-2010 et projections 2011-2012

Branche maladie du RSI (maladie-maternité-indemnités journalières)

En millions d'euros	2009	2010		Prévision 2011		Prévision 2012	
Charges	10 419,5	10 370,6	-0,5%	9 438,3	-9,0%	9 796,4	3,8%
dont prestations légales	6 559,4	6 770,6	3,2%	7 029,2	3,8%	7 284,8	3,6%
dont compensation	1 316,0	1 243,0	-5,5%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Produits	10 603,6	10 356,6	-2,3%	9 432,6	-8,9%	9 789,5	3,8%
dont cotisation	3 869,7	3 759,5	-2,8%	4 036,0	7,4%	4 147,7	2,8%
dont CSG	3 079,5	3 245,1	5,4%	3 292,2	1,4%	3 358,0	2,0%
dont CSSS	2 001,9	1 766,2	-11,8%	583,1	-67,0%	785,1	34,6%
Résultat hors CSS hors compensation	-684,0	-747,6	9,3%	-588,9	-21,2%	-792,0	34,5%
Résultat hors CSS	-1 817,8	-1 780,2	-2,1%	-588,9	-66,9%	-792,0	34,5%
Résultat net	184,1	-14,0	0	-5,7	0,0%	-6,9	0,0%
dont résultat des IJ	-33,6	-14,0		-5,7		-6,9	

Régime vieillesse de base des commerçants

En millions d'euros	2009	2010		Prévision 2011		Prévision 2012	
Charges	4 375	4 280	-2,2%	4 379	2,3%	4 511	3,0%
dont prestations droit direct	2 921	2 995	2,5%	3 101	3,5%	3 205	3,4%
dont prestations droit dérivé	605	619	2,2%	626	1,2%	635	1,5%
dont compensation (régularisation)	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Produits	4 149	4 280	3,2%	4 379	2,3%	4 511	3,0%
dont cotisation	1 900	2 036	7,2%	2 167	6,4%	2 160	-0,3%
dont compensation	864,0	988,4	14,4%	881,0	-10,9%	835,0	-5,2%
dont CSSS	1 027,5	934,7	-9,0%	924,4	-1,1%	1 088,5	17,7%
Résultat hors CSSS hors compensation	-2 117	-1 923	-9,2%	-1 805	-6,1%	-1 924	6,5%
Résultat hors CSSS	-1 253	-935	-25,4%	-924	-1,1%	-1 089	17,7%
Résultat net	-225	0	0,0%	0	0,0%	0	0

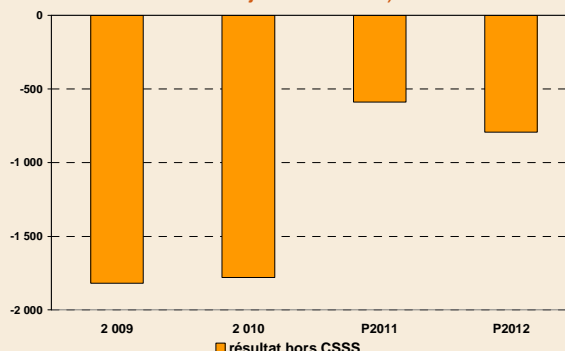
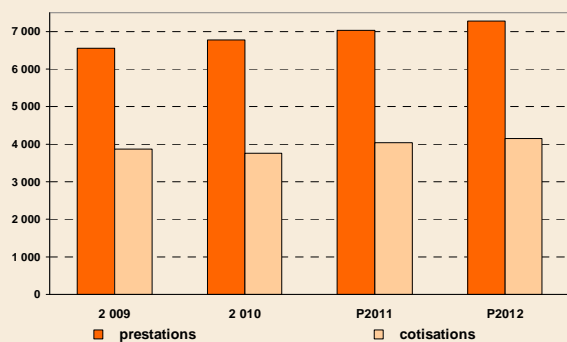
Régime vieillesse de base des artisans

En millions d'euros	2009	2010		Prévision 2011		Prévision 2012	
Charges	3 524	3 591	1,9%	3 711	3,4%	3 842	3,5%
dont prestations droit direct	2 514	2 600	3,4%	2 708	4,2%	2 808	3,7%
dont prestations droit dérivé	465	478	2,8%	489	2,4%	505	3,2%
	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Produits	3 314	3 591	8,3%	3 711	3,4%	3 842	3,5%
dont cotisation	1 889	1 968	4,2%	2 064	4,9%	2 061	-0,1%
dont compensation	421,0	457,7	8,7%	382,0	-16,5%	338,0	-11,5%
dont CSSS	751,9	916,2	21,8%	947,5	3,4%	1 100,9	16,2%
Résultat hors CSSS hors compensation	-1 383	-1 374	-0,7%	-1 330	-3,2%	-1 439	8,2%
Résultat hors CSSS	-962	-916	-4,8%	-948	3,4%	-1 101	16,2%
Résultat net	-210	0	0,0%	0	0,0%	0	0

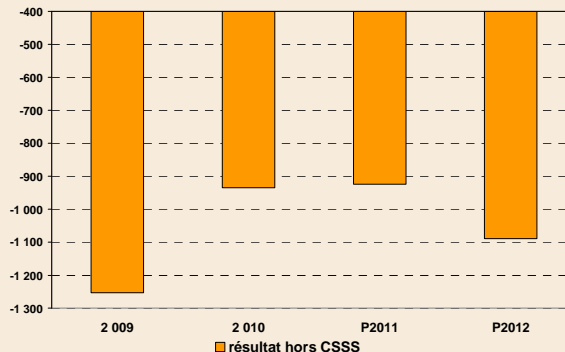
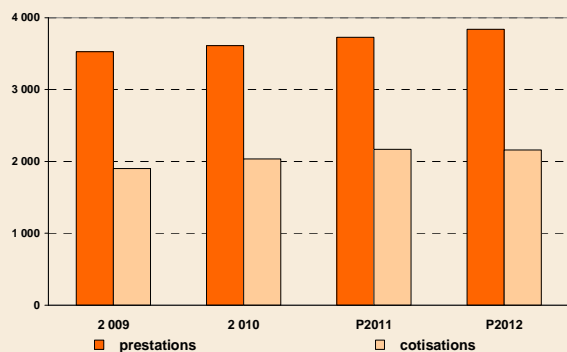
Source : RSI/ résultats 2010 (DCF) et projections 2011-2012 (DSS-DEP)

Les régimes de base du RSI : évolution des prestations, des cotisations et du résultat hors CSSS (en millions d'euros)

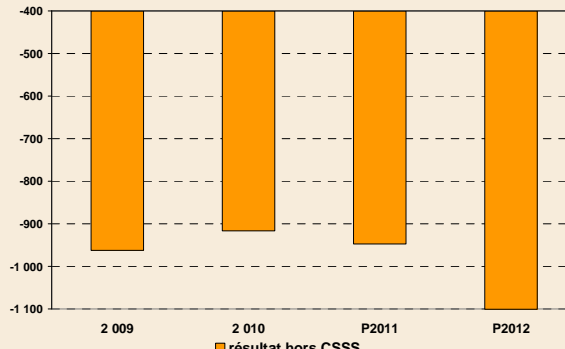
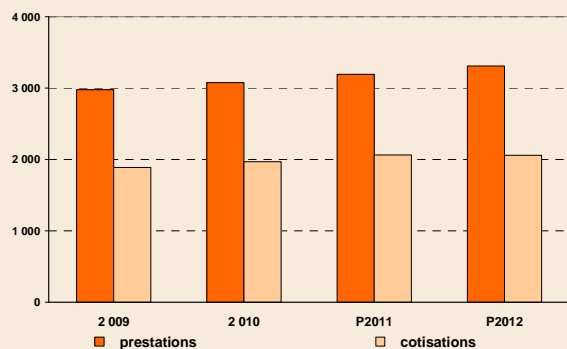
Branche maladie du RSI (maladie-maternité-indemnités journalières)



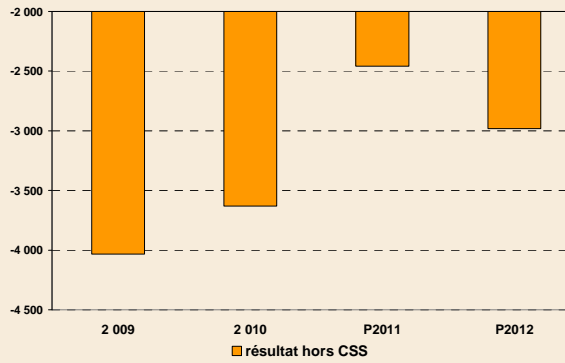
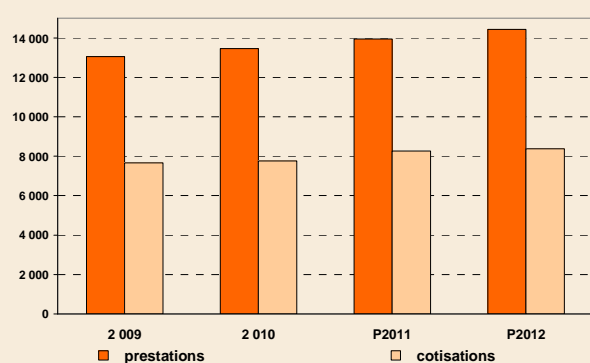
Régime vieillesse de base des commerçants



Régime vieillesse de base des artisans



Toutes branches du RSI - ensemble des régimes de base



Source : RSI/ résultats 2009 (DCF) et projections 20010-2011 (DSS-DEP)

LES BESOINS DE FINANCEMENT DES REGIMES DE BASE

Le besoin de financement des régimes de base du RSI (couvert par la Contribution sociale de solidarité des sociétés) représente 3,6 milliards d'euros. Il devrait être ramené à 2,5 milliards en 2011 sous le double effet de la suppression des charges de compensation maladie et de l'accélération des cotisations recouvrées.

Ce chiffre est à mettre en regard des prestations versées : environ 14,0 milliards en 2011, dont la moitié de prestations maladie et la moitié de prestations vieillesse.

Les ressources propres du régime, c'est-à-dire les cotisations et la CSG affectée à la branche maladie, couvrent environ 80% des prestations.

Avant l'effet des mesures inscrites au PLFSS et de celles résultant du projet de loi portant réforme des retraites. Le besoin de financement des régimes de base du RSI devrait augmenter d'environ 20% et représenterait 3,0 milliards en 2012. Le régime ne bénéficiant plus de la dynamique exceptionnelle des cotisations constatée en 2011.

Les mesures inscrites au PLFSS au titre de l'Ondam (environ 100 millions pour le régime), ainsi que celle découlant du recul progressif de l'âge de la retraite (environ 60 millions) devraient ramener ce besoin de financement à un peu moins de 2,9 milliards.

On rappellera que les attributions prévisionnelles de CSSS sont destinées tout à la fois à combler les besoins de financement des régimes de base du RSI et à leur permettre de faire face à leurs difficultés de trésorerie.

Principales hypothèses macro-économiques pour 2011-2012

	2011	2012
Produit Intérieur Brut (PIB)		
PIB Volume	1,75%	1,75%
Cotisations		
Plafond de la Sécurité sociale	35 352 €	36 372 €
Evolution du Plafond	2,1%	2,9%
Evolution de la CSG maladie	1,4%	2,0%
Prestations maladie		
Ondam	2,9%	2,8%
Prestations vieillesse		
Prix hors tabac	2,1%	1,7%
Revalorisation des pensions	2,1%	2,0%

Source : Direction de la sécurité sociale CCSS de septembre 2011

LES REGIMES COMPLEMENTAIRES VIEILLESSE DES ARTISANS ET DES COMMERÇANTS

Les produits financiers constituent une des clés du financement de ces régimes qui sont des régimes fonctionnant en répartition provisionnée : l'objectif est de constituer dans chacun d'eux un véritable fonds de réserve permettant, le moment venu, de faire face aux besoins de financement du régime. L'idée est donc de bâtir un système intermédiaire entre la répartition et la capitalisation, dans lequel les risques financiers sont mutualisés entre les différentes générations, de façon à garantir le paiement des futures prestations.

Les deux régimes (artisans et commerçants) sont également impactés par la réforme des retraites de 2010. Ils fusionneront au 1^{er} janvier 2013.

Le dynamisme des prestations du régime complémentaire des artisans est porté par une croissance des effectifs de retraités (+3,5% pour les retraités de droit direct entre 2009 et 2010), à laquelle s'ajoute l'augmentation des pensions moyennes. Malgré la revalorisation différenciée des points introduite en 2009, les prestations ont progressé de +7,2% en 2010 et devraient encore progresser de 6,0% en 2011 et 5,3% en 2012.

Comme les autres régimes, le régime complémentaire des artisans, qui intègre depuis 2010 une régularisation des cotisations provisionnelles dans les mêmes conditions que les régimes de base, connaît en 2011 une très forte croissance des cotisations. Celles-ci devraient se stabiliser en 2012.

La crise des marchés financiers du deuxième semestre 2011 implique de prévoir pour 2011 une dotation aux provisions pour moins values latentes qui dégrade fortement le résultat prévisionnel net de cet exercice.

Le régime complémentaire vieillesse des artisans (millions d'euros et évolution)

	2009	2010		2011		2012	
Charges	1 354	1 394	2,9%	1 695	21,6%	1 515	-10,6%
dont prestations	863	925	7,2%	981	6,0%	1 032	5,3%
Produits	1 657	1 674	1,1%	1 540	-8,0%	1 538	-0,1%
dont cotisations	971	1 218	25,4%	1 307	7,4%	1 301	-0,5%
Résultat technique	108	293		326		268	
Résultat net	302	281		-155		23	

Le nouveau régime complémentaire des commerçants se trouve aujourd'hui en situation beaucoup plus favorable, mais aurait connu à long terme les mêmes problèmes.

Les commerçants bénéficient d'une retraite complémentaire obligatoire depuis le 1er janvier 2004. Ce nouveau régime reprend les droits acquis dans le régime des conjoints jusqu'au 31 décembre 2003, date de sa fermeture définitive. Même après cinq ans de fermeture, l'ancien régime des conjoints, qui représente 97% des prestations servies n'a pas terminé sa montée en charge.

La progression des prestations du régime complémentaire vieillesse des commerçants reste toujours très élevée du faite de la montée en charge de ce régime. La masse des prestations devrait augmenter de 8,6% en 2011 et 7,2% en 2012.

Le NRCO, comme le régime complémentaire artisans, intègre depuis 2010 une régularisation des cotisations dans les mêmes conditions que les régimes de base.

Le nouveau régime est en pleine phase de montée en charge : les bénéficiaires des nouveaux droits directs ont progressé de +28% en 2010, mais les droits acquis depuis 2004 ne représentent que 6% des prestations servies en 2010. Le résultat de ce régime complémentaire vieillesse devrait rester largement positif en 2011 et 2012 (376 M€ et 371 M€).

Le régime complémentaire vieillesse des commerçants (millions d'euros et évolution)

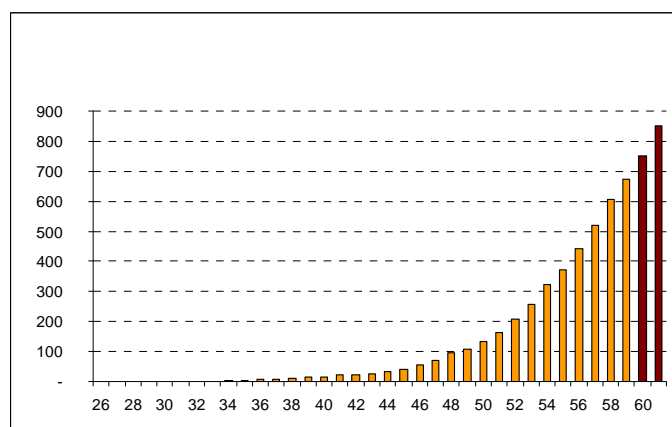
	2009	2010		2011		2012	
Charges	726	841	15,9%	935	11,2%	922	-1,3%
dont prestations	437	465	6,4%	505	8,6%	542	7,2%
Produits	1 044	1 278	22,4%	1 311	2,5%	1 293	-1,4%
dont cotisation	855	1 169	36,6%	1 263	8,1%	1 244	-1,5%
Résultat technique	419	703		758		702	
Résultat net	318	438		376		371	

LES REGIMES D'INVALIDITE ET DE DECES DES ARTISANS ET DES COMMERÇANTS

Les régimes d'invalidité et de décès bénéficient aujourd'hui de réserves importantes (800 millions d'euros en 2010) alors que le taux de cotisation a été abaissé en 2007.

Toutefois, ces régimes sont impactés dès 2011 par la réforme des retraites, puisqu'ils sont amenés à servir des pensions d'invalidité au-delà de 60 ans. A terme, les bénéficiaires de prestations d'invalidité devraient fortement augmenter.

Artisans bénéficiaires en 2018 d'une pension d'invalidité totale et définitive (répartition par âge)



La mesure, mise en œuvre au 1^{er} juillet 2011, ne devrait conduire qu'à un surcroît de 2% des prestations d'invalidité servies par le RSI en 2011, mais elle devrait peser beaucoup plus fortement sur les charges de ces régimes au-delà.

Les perspectives financières du régime invalidité et décès (RID) des artisans restent bonnes à court terme

Au 31 décembre 2010, le régime artisan versait 13 030 pensions d'invalidité. En 2010, les prestations d'invalidité des artisans augmentent sous des effets relativement équivalents : la croissance des effectifs (+1,1%), celle de la pension moyenne (+1,3%), et la revalorisation des pensions (+0,9%). Les prestations d'invalidité devraient progresser de +5,7% en 2011 et de près de 8% en 2012.

Malgré tout, le régime resterait largement équilibré, avec des excédents qui atteindraient encore 39 M€ en 2011 et 32 M€ en 2012.

Le régime d'invalidité et de décès des artisans (millions d'euros et évolution)

	2009	2010		2011		2012	
Charges	196,0	198,6	1,3%	214,3	7,9%	218,6	2,0%
dont prestations invalidité	123,3	131,3	6,5%	138,8	5,7%	149,8	7,9%
dont prestations décès	21,6	23,6	9,1%	23,6	0,0%	23,8	0,8%
Produits	251,2	239,6	-4,6%	253,5	5,8%	250,1	-1,4%
dont cotisation	197,4	206,9	4,8%	232,6	12,4%	228,7	-1,7%
Résultat net	55,2	41,0		39,2		31,5	

Les perspectives financières des régimes d'invalidité et de décès des commerçants restent également favorables à court terme

Le régime invalidité des commerçants a connu les effets de trois réformes successives. A partir de 2004, une réforme importante a modifié ses prestations et leur financement. La réforme des IJ de 2002 a eu sur ce régime un impact significatif, quoique plus modéré que sur celui des artisans. En conséquence, le taux de cotisation du régime invalidité a diminué en 2007. La réforme du régime décès, qui aligne sur le régime des artisans le montant des capitaux versés en cas de décès d'un cotisant est entrée en vigueur en 2008.

La réforme de 2005 est toujours en montée en charge (les projections long terme mettent en évidence qu'à effectif de cotisants constants, la stabilisation du nombre d'invalides n'interviendrait qu'au-delà de 2020). Les prestations d'invalidité devraient progresser de 7,4% en 2011 et 8,2% en 2012. En revanche, la réforme des capitaux des décès a achevé sa montée en charge.

Le régime devrait rester largement excédentaire avec un résultat prévisionnel de 44 M€ en 2011 et 39 M€ en 2012.

Les régimes d'invalidité et de décès des commerçants (millions d'euros et évolution)

	2009	2010		2011		2012	
Charges	128,4	119,9	-6,6%	130,9	9,2%	134,0	2,3%
dont prestations invalidité	74,8	74,8	0,1%	80,4	7,4%	87,0	8,2%
dont prestations décès	6,9	7,5	8,6%	8,3	10,3%	8,8	6,0%
Produits	166,5	162,9	-2,2%	174,5	7,1%	173,2	-0,8%
dont cotisation	133,8	144,9	8,3%	159,9	10,3%	158,1	-1,1%
Résultat net	38,1	43,0	12,8%	43,6	1,5%	39,2	-10,0%

Directeur de la publication : Stéphane Seiller – Coordination éditoriale : Direction du Management des Ressources / Direction des Etudes et des Placements - Rédacteurs : **François Lenormand** (francois.lenormand@le-rsi.fr) et **Julien Lesrel** (julien.lesrel@le-rsi.fr) - Contact : **Valérie Perrin** (valerie.perrin@le-rsi.fr)

Caisse nationale RSI – 260-264 avenue du Président Wilson – 93457 La Plaine Saint-Denis Cedex - www.le-rsi.fr

Cette publication, dont la numérotation est chronologique, comprend trois séries : les bilans annuels (bleus), les tableaux de bord financiers (verts) et les zooms (orange). Ces trois séries sont disponibles sur notre site Internet : www.le-rsi.fr dans la rubrique Publications / Etudes / Etudes statistiques, financières et actuarielles